

LETTRE OUVERTE AUX USAGERS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

*A travers les réformes en cours, que ce soit à l'école, au collège, au lycée et dans le Supérieur, Jean-Michel Blanquer s'attaque à notre service public de l'éducation. Avec quel résultat ? **Une école de la sélection.***



Menace sur le bac !

Le bac n'est plus un diplôme national. En effet, la moitié du diplôme sera notée en interne dans l'établissement. Cela signifie la fin de l'égalité républicaine devant l'examen et la création d'un diplôme local fortement dévalorisé.

AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES, REFUSONS :

Pour les écoles :

- ☛ L'argent public aux écoles maternelles privées,
- ☛ La fusion des écoles et des collèges,
- ☛ La suppression des directeurs,
- ☛ Les 140 fermetures de classe dans le 77 alors que le nombre d'élèves augmente.

Pour les lycées en filière générale :

- ☛ Les classes à plus de 30 élèves,
- ☛ La disparition de certaines options,
- ☛ Les inégalités de l'offre de formation entre les lycées, aggravées par la réforme Blanquer.

Pour les collèges :

- ☛ Les classes à plus de 25 élèves,
- ☛ Le recours aux heures supplémentaires obligatoires pour compenser le manque d'enseignants.

Pour tous :

- ☛ La **mutualisation des AVS-AESH** (Accompagnement des Elèves en Situation de Handicap) : fin du suivi individualisé pour l'élève.

Pour les lycées professionnels :

- ☛ Les bacs maison,
- ☛ Le mélange des apprentis et des lycéens en formation initiale dans une même classe,
- ☛ La diminution des heures de français et de maths nuisant à la réussite dans les études supérieures.

PARCOURSUP, ses critères obscurs de sélection
et
le manque de places dans le supérieur.

AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES, EXIGEONS :

- ☛ Un recrutement de personnels en nombre suffisant,
- ☛ Une meilleure attractivité du métier en augmentant les salaires,
- ☛ Le maintien du statut de la fonction publique pour garantir l'égalité entre territoires et citoyens.



*Les syndicats enseignants de Seine et Marne ci-dessus, ont demandé à leurs représentants nationaux le dépôt d'un **préavis de grève le 17 juin** couvrant toute l'Education Nationale, écoles, collèges, lycées.*

Pourquoi le 17 juin ?

Parce que c'est une date symbolique dans l'Education, celle de la 1^{ère} épreuve écrite du bac, et que justement le bac est une des grandes victimes de la politique ministérielle.

En **Seine et Marne**, de nombreux collectifs locaux ont rassemblé parents et personnels contre les suppressions de classes et contre la loi Blanquer, qui ont mené de nombreuses actions (rassemblements, écoles mortes, nuits des lycées, ...) bien suivies.

Malgré des mois de mobilisation, Blanquer reste sourd et nous oblige à **prendre nos responsabilités** dans toute l'éducation nationale afin de dénoncer une politique rétrograde et dangereuse pour la jeunesse de notre pays !

Cet appel à la grève le 17 juin n'est pas propre à la Seine et Marne, il est national, et **soutenu par les lycéens de l'UNL** (Union Nationale Lycéenne).

Une grève pendant le baccalauréat, ce n'est arrivé qu'une seule fois (1968). Ce n'est pas une décision prise à la légère : à circonstances extrêmes, réponse exceptionnelle. Nous partageons tous le même constat, une action forte et radicale est indispensable aujourd'hui si nous voulons épargner à l'Education Nationale le naufrage programmé. Si le ministère refusait d'ouvrir de nouvelles négociations, il porterait la responsabilité des perturbations dans le déroulement des examens.

**Laisser faire, ce serait abandonner l'avenir
de la jeunesse de notre pays.**